Forum
d'Aix-Marseille
des groupes internationaux



5e édition

Énergie & Défense :

les métropoles sont-elles les fers de lance de ces nouvelles dynamiques ?

SYNTHÈSE 2026

Coorganisé par

ONE PROVENCE PROMOTION L'Agence

DZA

Partenaires du Forum

ECOLAB SIEMENS LES JARDINS DE GALLY SUD-EST pba Steelcase La Provence LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Sommaire

03

Édito :
Énergie & Défense : la souveraineté, nouveau moteur de l'attractivité

04

Nouvelle donne mondiale : pourquoi la souveraineté redessine la carte des investissements en France ?

La technologie, levier de résilience industrielle ?

06

Transition énergétique :
les métropoles, laboratoires de l'électrification industrielle ?

08

Industrie de défense : nouvelle opportunité d'attractivité pour les territoires ?

10

Conclusion : Aix-Marseille-Provence, territoire d'accélération industrielle

Intervenants

Guillaume Basset
Directeur général délégué Invest, Business France

Marc Benayoun
Conseiller spécial du PDG, EDF

Doris Birkhofer
CEO, Siemens France, Belux & Maghreb

Général Patrick Bréthous
Conseiller militaire du PDG, Airbus Helicopters

Daniel Campanella
Division Manager, Magellan Aerospace Provence

Yara Chakhtoura
Présidente, Siemens Energy et Siemens Gamesa France

Bernard Deflesselles
Président de One Provence Promotion, Député honoraire des Bouches-du-Rhône, Conseiller métropolitain

Étienne Gomez
Directeur du développement Business Europe, Collins Aerospace

Dr Mathilde Lemoine
Chef économiste, Edmond de Rothschild et membre de conseils d'administration

Pascaline Lécorché
VP de la Métropole Aix-Marseille-Provence, déléguée à l'Enseignement supérieur, à la Formation professionnelle, à la Recherche et aux fonds européens ; adjointe au maire de Marseille, déléguée à l'éducation, au périscolaire et au PEDT

Marc Lhermitte
Senior Partner, Global Lead Attractiveness & Competitiveness, EY

Alexis Martinez
Directeur général, H4 Marseille Fos

Thomas Marty
Directeur du développement Business Europe, Principle Power

Jérôme Perrin
Directeur général, Pôle SAFE Région Sud

François Rousseau
Président, ABB France

Alexandre Ziegler
EVP, Head of Defense division, Safran

MODÉRATION :

Olivier Biscaye
Directeur général et directeur de la rédaction, La Provence

Sébastien Cavalier
Directeur général, One Provence Promotion



Édito

Énergie & Défense : la souveraineté, nouveau moteur de l'attractivité

La France reste la première destination européenne des investissements internationaux pour la septième année consécutive.
Le baromètre de l'attractivité EY 2026 le confirme, avec 852 projets recensés en 2025, dans une Europe où les investissements reculent.
Dans ce contexte, Aix-Marseille-Provence se distingue : elle est devenue la première métropole régionale pour les emplois créés par les investissements internationaux, avec 1 068 emplois pour 26 projets en 2025.

Si le territoire a accueilli moins de projets en 2025, les projets se sont révélés plus structurants : les emplois créés ont progressé d'un tiers, à rebours de la tendance nationale. Les dirigeants internationaux interrogés par EY placent par ailleurs la Métropole au deuxième rang des métropoles régionales les plus attractives, derrière Lyon. Parmi ceux qui la citent, près de 80 % saluent la compétitivité industrielle du territoire, ses entreprises innovantes et ses centres de R&D.

La cinquième édition du Forum d'Aix-Marseille des groupes internationaux, organisée le 30 septembre 2026 dans la cité phocéenne, a consacré ses débats à deux enjeux stratégiques pour l'Europe, la France et le territoire en particulier : l'énergie et la défense. Les interventions ont posé la question de la souveraineté : où produire, et de qui dépendre pour son énergie et ses technologies ?

Aix-Marseille-Provence dispose de tous les atouts pour être leader de la décarbonation industrielle française. Elle doit désormais accélérer la levée des freins identifiés par les intervenants, notamment les délais d'autorisation, la mobilisation des aides publiques et l'accès au foncier.

Nouvelle donne mondiale : pourquoi la souveraineté redessine la carte des investissements en France ?

Le passage d'une mondialisation guidée par l'efficacité à une rivalité de puissances transforme les critères des investisseurs. Pour la France, le défi consiste à capter un capital devenu rare en Europe.



« Il n'est plus seulement question de produire là où c'est efficace », a expliqué **Dr Mathilde Lemoine, chef économiste d'Edmond de Rothschild**. Les entreprises doivent désormais choisir leurs dépendances et multiplier les chaînes de valeur substituables. Elle parle de « vulnérabilité choisie ». Loin d'un retour au protectionnisme, cette logique ouvre un nouveau cycle d'investissement, susceptible de soutenir la croissance mondiale. Les États-Unis l'ont compris : grâce à un soutien massif à l'investissement, ils ont retrouvé leur part du PIB mondial des années 1980. L'Europe, elle, manque de capital.

« En Europe, on ne peut pas s'en sortir sans l'investissement des entreprises étrangères », a affirmé l'économiste. Pour attirer ces capitaux, les territoires doivent s'appuyer sur leurs infrastructures et sur la cohérence de leur action. À Aix-Marseille-Provence, cet atout repose sur une position géographique stratégique, des infrastructures portuaires, aéroportuaires et numériques de qualité, ainsi que sur une dynamique collective engagée pour transformer le bassin industriel de Fos.

Ce besoin de capitaux étrangers, la France tend pourtant à l'oublier. **Marc Lhermitte, Senior Partner, Global Lead Attractiveness & Competitiveness chez EY**, a mis en garde contre la tentation de glisser de la souveraineté au souverainisme.

Les entreprises sous contrôle étranger ne représentent que 1 % des entreprises en France. Elles pèsent pourtant 17 % du PIB et 22 % de la R&D privée. Elles assurent aussi 35 % des exportations industrielles.



« On n'est pas dans une Europe abandonnée. On est dans une Europe contrainte », a-t-il nuancé. Entre 2021 et 2025, les emplois créés en Europe par les investissements américains ont chuté de 70 %, et ceux des investissements allemands de 61 %.

La France est restée en tête des pays européens pour l'accueil d'investissements étrangers, principalement grâce à l'intelligence artificielle et à la défense, mais la R&D recule. Marc Lhermitte y voit une pause conjoncturelle plus que structurelle et appelle à préserver le crédit d'impôt recherche.

Pour la Métropole, le constat est encourageant. Elle attire moins de projets, mais des projets plus lourds, comme ceux de Marcegaglia ou de H4 Marseille Fos.

Les 200 dirigeants internationaux interrogés par EY saluent la présence d'entreprises innovantes et de centres de recherche sur le territoire (71 %) ainsi que la qualité de ses infrastructures (68 %).

Le baromètre EY en chiffres

France : 1re destination européenne des investissements internationaux pour la 7e année consécutive, avec 852 projets en 2025 (-17 % par rapport à 2024).

Secteurs porteurs : 53 projets dans l'intelligence artificielle (+26 %), investissements dans la défense multipliés par deux.

Secteurs en recul : centres de R&D (-47 %), chimie (-49 %), automobile (-46 %).

Aix-Marseille-Provence : 1re métropole pour les emplois créés, 3e pour le nombre de projets avec 26 projets et 1 068 emplois en 2025, contre 36 projets et 803 emplois en 2024. 2e métropole française la plus attractive, citée par 31 % des dirigeants, derrière Lyon.

Intentions d'investissement : 57 % des dirigeants prévoient un projet en France en 2026, contre 62 % en 2025.

Le grand public n'a pas nécessairement cette perception, mais les acteurs économiques sont parfaitement conscients de l'ampleur de la transformation industrielle en cours.

Selon Marc Lhermitte, **« les territoires doivent être une vraie force de stabilité, un contrepoids aux turbulences de la vie politique nationale. »**



La transformation industrielle d'Aix-Marseille contribue à bâtir cette stabilité, portée par l'attractivité de la France qui perdure. **Guillaume Basset, directeur général délégué Invest de Business France**, encourage chaque territoire à cibler quelques priorités.

Côté secteurs, deux moteurs se dessinent : l'intelligence artificielle avec des projets d'infrastructures atteignant près de 270 Md€ et la défense avec une centaine de projets en cours. **« Pour gagner un projet, il faut à la fois être compétitif et aller plus vite que nos concurrents »**, a souligné Guillaume Basset.

La technologie, levier de résilience industrielle ?



Interrogée par Olivier Biscaye, directeur général et directeur de la rédaction de La Provence, **Doris Birkhofer, CEO de Siemens France, Belux & Maghreb**, a fait le lien entre énergie et défense. Pour elle, la résilience industrielle est devenue une condition de la compétitivité. Ses clients n'arbitrent plus leurs investissements sur la seule rentabilité, mais aussi sur leur capacité à résister aux crises.

« Il y a trois piliers qu'il faut avoir en tête si on veut améliorer sa résilience : la sécurité, la durabilité et la souveraineté ciblée », a-t-elle expliqué. Ce dernier pilier engage l'Europe, qui doit identifier les briques technologiques et les maillons de sa chaîne de valeur qu'elle veut vraiment maîtriser.

Les métropoles ont un rôle à jouer dans cette transformation. Elles doivent offrir des infrastructures énergétiques et numériques performantes, à commencer par des réseaux électriques plus intelligents et plus flexibles.

Transition énergétique : les métropoles, laboratoires de l'électrification industrielle ?

Grâce à son mix énergétique, la France bénéficie d'une électricité parmi les moins carbonées d'Europe : 22 g de CO_2 par kWh vs. 300 en moyenne. La Métropole Aix-Marseille-Provence, avec une des zones industrielles les plus émettrices de CO_2 en France, fait face à un enjeu majeur de décarbonation. Elle concentre des projets structurants dans l'hydrogène bas carbone, l'acier décarboné, les e-SAF et l'éolien flottant. Le défi n'est plus seulement technologique : il réside dans la rapidité de déploiement et la stabilité réglementaire.

Marc Benayoun, conseiller spécial du PDG d'EDF, a d'abord corrigé une idée reçue. La consommation d'électricité française en 2025, 400 TWh, est celle de 2003. Le système est surcapacitaire : **la France a exporté 93 TWh l'an dernier, l'équivalent de la consommation de la Belgique. « D'ici 5 à 10 ans, il n'y a aucun scénario d'électrification dans lequel on est en manque de production »**, a-t-il assuré. La tension se situe sur les réseaux. Les demandes de raccordement ont augmenté de plus de 35 % en quelques années. Un industriel qui veut doubler sa puissance souscrite doit compter deux à trois ans. Il faut donc anticiper.

Le dirigeant a souligné l'avantage compétitif que représente une électricité française peu émettrice de CO_2 pour accompagner la transition de l'industrie.

L'électrification des usages constitue en outre un levier de souveraineté énergétique, réduisant la dépendance aux importations de pétrole et de gaz. **Dans ce contexte, il a rappelé le rôle des certificats d'économies d'énergie dans le financement de la transition et a alerté sur les conséquences qu'un recul de ces aides pourrait avoir sur les investissements.**



PIICTO, Zone Industrielle Bas Carbone (ZIBaC)

À Fos-sur-Mer, cet avantage énergétique se traduit par des projets industriels comme celui porté par **Alexis Martinez, directeur général de H4 Marseille Fos**. La coentreprise franco-allemande prévoit de produire des carburants durables pour l'aviation à partir d'hydrogène bas carbone et de CO_2. Le 16 juillet 2026, H4 a signé avec EDF un contrat d'allocation de production nucléaire sur dix ans, destiné à sécuriser son approvisionnement en électricité bas carbone. **« Les attentes de H4 Marseille Fos portent sur la visibilité et la stabilité réglementaire »**, a souligné Alexis Martinez. **Il appelle l'Europe à plus de pragmatisme et l'État à renouer avec la planification, notamment pour les routes et les logements du bassin de Fos.**

Au-delà de l'hydrogène, la Métropole mise aussi sur l'éolien flottant. **Thomas Marty, directeur du développement Business Europe de Principle Power**, a expliqué le choix de la métropole Aix-Marseille-Provence.

L'entreprise américaine, dont le siège est en Californie, s'est installée à Aix-en-Provence en 2013 pour bénéficier d'un vivier d'ingénieurs qualifiés et de l'expertise maritime du territoire. **« Nos flotteurs permettent d'installer des éoliennes dans les fonds profonds de la Méditerranée, balayée par le mistral et la tramontane. Le parc que nous avons équipé au large de Leucate a été en partie fabriqué à Fos »**, a indiqué Thomas Marty. Il a par ailleurs souligné les enjeux de l'AO10, l'appel d'offres national portant sur onze projets d'éolien en mer dont un dans le golfe de Fos, représentant une puissance cumulée d'environ 10 GW, dont 5 GW d'éolien flottant. Les lauréats doivent être désignés en février 2027.



Reste à faire avancer ces projets de transition énergétique au même rythme. Pour **Yara Chakhtoura, présidente de Siemens Energy et Siemens Gamesa France**, l'enjeu est la coordination. Le groupe équipe toute la chaîne, des éoliennes en mer jusqu'aux électrolyseurs destinés à des projets comme H4 ou GravitHy. **« L'enjeu n'est pas technologique. Il tient à la rapidité d'exécution et au financement »**. Un projet d'éolien en mer prend dix ans en France, quand la Chine double ses capacités en cinq ans. Face aux industriels chinois, elle ne plaide pas pour le protectionnisme mais pour « jouer avec les mêmes règles du jeu ». Produire de l'électricité ne suffit pas : encore faut-il consommer mieux. **François Rousseau, président d'ABB France**, filiale du groupe helvético-suédois, a insisté sur le gain d'efficacité de l'électrification. Au port de Toulon, ABB a installé un branchement électrique à quai qui permet aux ferries et aux navires de croisière de couper leurs moteurs, grâce à l'utilisation de panneaux solaires et de batteries.

Avec EDF, le groupe a lancé Electrifab pour accompagner l'électrification des procédés industriels et la valorisation de la chaleur fatale. François Rousseau a rappelé que la Métropole est « un territoire d'innovation, mais aussi de très grandes compétences pour délivrer des projets complexes avec une certaine aisance et facilité ».

Fos-Berre, laboratoire industriel de la transition énergétique

Sur le golfe de Fos, il existe plus de 30 projets liés à la transition énergétique et à la décarbonation industrielle, représentant 20 Md€ d'investissement et plus de 10 000 emplois directs. Parmi ces projets :

H4 Marseille Fos : production de 75 000 t de carburant d'aviation de synthèse (e-SAF) par an. L'investissement est estimé à 1,6 Md€, avec 165 emplois directs et 100 indirects. 240 000 t de CO_2 évitées par an.

GravitHy : production de 2 Mt de fer réduit bas carbone par an d'ici 2029, pour un investissement de 2,2 Md€ et 500 emplois directs. 3 Mt de CO_2 évitées par an.

Marcegaglia : repreneur d'Ascometal, le groupe italien investit 1,2 Md€ dans une aciérie électrique, le projet Mistral. Alimentée par des ferrailles et du fer réduit, elle doit réduire de 80 % les émissions de gaz à effet de serre par rapport aux procédés traditionnels. Mise en service prévue en 2029.



Industrie de défense : nouvelle opportunité d'attractivité pour les territoires ?

Deuxième région française de l'industrie de défense, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur concentre sur la métropole Aix-Marseille-Provence des sites industriels et militaires de premier plan. La hausse de près de 18 Md€ du budget des armées en cinq ans change l'échelle de la demande. Elle place le territoire face à un double défi : produire plus vite et former davantage.

De Salon-de-Provence à Marignane, la densité d'entreprises aéronautiques de défense est « impressionnante », a déclaré **Jérôme Perrin, directeur général du pôle de compétitivité SAFE dédié aux secteurs aéronautique, spatial, sécurité et défense**, également coprésident à Istres de NovAero, un des pôles régionaux de l'Agence de l'innovation de défense. L'École de l'air et de l'espace prépare une plateforme d'innovation pour les start-ups. Istres, plus grande base aérienne d'Europe, accueillera prochainement Sabena Technics pour la maintenance des avions ravitailleurs MRTT. Selon lui, les emplois liés à la défense se comptent en milliers sur le territoire, mais leur nombre exact reste difficile à établir, tant les activités sont duales.

Le secteur vit un bouleversement historique, selon **Alexandre Ziegler, EVP, directeur de la division défense de Safran**. L'activité défense du groupe français croît de 15 à 20 % par an. Les cycles de développement se raccourcissent. L'industrie passe du temps long et des petites séries à une production de masse. Une usine doit désormais sortir de terre en 15 à 18 mois, contre 3 à 4 ans auparavant.

Son message aux territoires est direct : **l'industrie de défense « ne s'attire pas comme ça en claquant des doigts ». Elle se cultive sur des racines technologiques profondes.** Il distingue deux horloges. Celle des commandes exige du foncier et des permis rapides. Celle des compétences sonne tous les

cinq à dix ans, le temps de former un opérateur qualifié. Il a alerté sur la pénurie d'électriciens issus des filières professionnelles.

Cette montée en cadence pèse sur les sous-traitants. Ces entreprises ont « parfois les reins moins solides » pour investir au même rythme. Leur accompagnement relève selon lui des grands donneurs d'ordre, mais aussi des territoires.
Il juge à ce titre absolument central le rôle du pôle SAFE. Safran assure à Istres la maintenance de moteurs du Rafale et du Mirage 2000, et compte Airbus Helicopters comme premier client régional.

Airbus Helicopters change lui aussi d'échelle. Le **Général Patrick Bréthous, conseiller militaire du PDG d'Airbus Helicopters**, a rappelé le poids du groupe européen : 9 Md€ de chiffre d'affaires en 2025 et 390 hélicoptères livrés, soit plus d'un par jour. Le site de Marignane emploie 9 000 salariés, auxquels s'ajoutent chaque jour environ 4 000 sous-traitants. **Airbus Helicopters prévoit une croissance d'environ 30 % sur cinq à dix ans.**

Le Pacte Sud Avenir Hélico vise à capter sur le territoire des relais de croissance. Signé par les acteurs de la filière, Airbus Helicopters, ses fournisseurs, l'État et les collectivités territoriales, ce pacte affiche comme ambition plus de 1 Md€ d'investissement et près de 6 000 embauches d'ici 2032, ainsi que la création d'une académie des hélicoptères. Selon le Général Bréthous, cette dynamique de filière est renforcée par la loi de programmation militaire, qui prévoit près de 5 Md€ d'investissements annuels en région.

Les groupes étrangers participent à cet effort. **Étienne Gomez, directeur du développement Business Europe de Collins Aerospace**, filiale du groupe américain RTX, a défendu le rôle des groupes étrangers dans la souveraineté européenne. RTX compte 3 000 collaborateurs en France et y investit environ 100 M€ par an. Les hélices de l'A400M sont conçues et fabriquées en France, avec une supply chain française à 80 %.

La même technologie équipe le C-130 américain, ce qui apporte du volume d'affaires aux PME françaises.
« Là, on crée de la vraie résilience pour l'industrie française », a-t-il souligné.

Il a confié travailler activement à une implantation sur le territoire.

Filiale du groupe canadien, **Magellan Aerospace Provence**, dirigée par **Daniel Campanella**, a choisi de s'implanter sur la métropole Aix-Marseille-Provence fin 2019. Le site de 100 personnes fabrique et répare des pièces critiques d'hélicoptères, à 80 % pour Airbus Helicopters. Il dispose de plus de 15 000 solutions de réparation qualifiées et vise une croissance de 35 %. Son principal frein reste la main-d'œuvre qualifiée. « Acheter des machines, c'est facile. Ce qui manque, c'est la main-d'œuvre », a-t-il résumé. Magellan compte 14 % d'alternants, plus du double de son obligation, et va au-devant des collégiens pour susciter des vocations.

Une partie de cette main-d'œuvre existe pourtant déjà. Un officier de l'état-major de la zone de défense Sud, chargé du lien avec le monde économique, a précisé que les armées voient partir 25 000 personnels vers le civil chaque année. Un vivier de compétences à fidéliser.

Aéronautique et défense dans la métropole Aix-Marseille-Provence

Plus de 1 100 entreprises et 29 000 emplois tous secteurs confondus sur le bassin de Vitrolles et Marignane.

À Istres, à proximité de la DGA et de la base aérienne 125, un ensemble foncier de 112 ha, dont 58 ha mobilisables.
Sabena technics et Hynaero développent leurs projets industriels au sein du pôle aéronautique Jean-Sarrail.

Autour de STMicroelectronics à Rousset, sur une zone de 162 ha, 48 ha sont mobilisables.

Le Pôle de compétitivité Safe fédère plus de 450 entreprises représentant 73 800 emplois.

Avec le Campus d'Excellence Industrie du futur Sud, un réseau d'acteurs se mobilise pour favoriser le développement de compétences et la formation.



Conclusion

Aix-Marseille-Provence, territoire d'accélération industrielle

Dans un monde marqué par le retour des rapports de force et par la fragilisation des chaînes de valeur, énergie et défense renvoient à une même question : celle de notre souveraineté — énergétique, industrielle et technologique.

Aix-Marseille-Provence dispose pour cela d'atouts rares : Fos-Berre, où la transition industrielle se déploie déjà à grande échelle ; un écosystème de défense associant grands groupes, PME, recherche, deeptech et infrastructures stratégiques ; un port, des câbles numériques, des compétences et une ouverture internationale qui relient le territoire à l'Europe, à la Méditerranée et à l'Afrique.

Le message adressé par **Pascaline Lécorché, vice-présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence**, déléguée à l'Enseignement supérieur, à la Formation professionnelle, à la Recherche et aux Fonds européens, est simple : il ne s'agit plus seulement d'attirer des entreprises, mais de leur permettre d'investir, de se développer, de créer des emplois et de changer d'échelle. Cela suppose de faire fonctionner ensemble les infrastructures, les compétences, l'innovation et les chaînes de valeur.

Les résultats sont déjà là : en 2025, 26 projets d'investissements internationaux ont représenté 1 068 emplois créés sur le territoire.

L'enjeu est désormais d'aller plus loin : faire d'Aix-Marseille-Provence un territoire où les projets industriels trouvent les conditions pour naître, grandir et créer durablement de l'emploi.

Forum d'Aix-Marseille
des groupes internationaux

Si ce Forum s'ancre durablement sur Aix-Marseille-Provence, ce n'est pas un hasard ! Carrefour entre l'Europe, la Méditerranée et l'Afrique, le territoire se distingue par son ouverture internationale, son tissu économique diversifié et sa connectivité exceptionnelle : Marseille se classe notamment au 6e rang mondial des hubs numériques.

En amont des États de la France, le Forum favorise le dialogue entre acteurs publics, entreprises et investisseurs étrangers.

Fondé en 2024, le Cercle provençal des dirigeants d'entreprises étrangères prolonge cette dynamique toute l'année autour des enjeux d'attractivité de la France et de la métropole Aix-Marseille-Provence.

Remerciements

One Provence Promotion et DZA remercient chaleureusement l'ensemble des intervenants et des participants au Forum, ainsi que les partenaires pour leur engagement.

ONE PROVENCE PROMOTION L'Agence | DZA

Partenaires du Forum

ECOLAB · SIEMENS · LES JARDINS DE GALLY SUD-EST · pba · Steelcase · La Provence · LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Comité d'influence de One Provence Promotion

AÉROPORT MARSEILLE PROVENCE · amU Aix Marseille Université · CRÉDIT AGRICOLE · ECOLAB · EUROMÉDITERRANÉE Établissement Public d'Aménagement - Marseille · INTERCONTINENTAL MARSEILLE – HOTEL DIEU · KEDGE BUSINESS SCHOOL · Marseille Fos Le port euroméditerranéen

Simplifiez votre implantation à Aix-Marseille-Provence !

One Provence Promotion, agence d'attractivité économique de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est l'interlocuteur de référence pour les entreprises souhaitant investir ou implanter leurs activités sur le territoire.

Mise en réseau
avec l'écosystème économique local.

Recherche de solutions foncières et immobilières :
terrains, bureaux, laboratoires, entrepôts.

Orientation vers des dispositifs de financement
publics et privés.

Appui au recrutement de talents et à la mobilité
des collaborateurs et de leur famille.

Reprise d'entreprises :
programme d'accompagnement « Go Between in Provence ».

Aftercare :
accompagnement post-implantation pour maximiser le développement.

Les Docks - Atrium 10.5 - 10, place de la Joliette
13567 Marseille Cedex 02 - France

info@oneprovencepromotion.com

oneprovencepromotion.com

ONE PROVENCE PROMOTION
L'Agence

LA METROPOLE
AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Publication éditée par One Provence Promotion - Crédit photos : © Clément Mirlocca/One Provence Promotion - Conception graphique : Arc en Ciel